

[print](#)

La CIA espionne le sénat américain

De [Tom Carter](#)

Global Research, mars 12, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-cia-espionne-le-senat-americain/5373072>

Au cours des derniers jours, il a été révélé que l'Agence centrale de renseignement (Central Intelligence Agency ou CIA) a espionné illégalement le Comité du Sénat américain sur les renseignements (US Senate Intelligence Committee), qui constitue le corps législatif qui a justement le mandat de superviser et de réguler la CIA. Ces opérations de la CIA sont en flagrante violation de la loi et de la séparation des pouvoirs inscrites dans la constitution américaine.

Les révolutionnaires qui ont créé le système américain de gouvernement avaient, à la base de leurs conceptions, la conviction que le gouvernement, s'il n'est pas contrebalancé par un système de poids et contrepoids, se dirige naturellement vers la tyrannie. Pour combattre cette tendance, les pères fondateurs ont conçu un système dans lequel le pouvoir de l'état est divisé en différentes branches de gouvernement. Les branches séparées, sous un système de «poids et contrepoids», servaient à limiter le pouvoir des autres branches. La surveillance législative des agences fédérales, incluant les agences de renseignements, est le résultat historique de cette conception.

Les révélations sur l'espionnage par la CIA du Congrès soulignent le fait que les États-Unis sont dirigés par un appareil non élu et non redevable des renseignements et de l'armée. C'est cet appareil, travaillant de concert avec l'élite économique et financière, qui dicte la politique officielle à Washington, peu importe quel parti politique est au pouvoir.

Le point de vue de ceux qui dirigent cet appareil relève de l'impunité complète et du mépris pour les principes démocratiques de base. Dans les activités quotidiennes des agences de renseignements—l'espionnage, la conspiration, l'infiltration, la subversion, la torture, l'assassinat—les limites imposées par la Constitution, la Déclaration des droits et les lois actuelles sont vues simplement comme des obstacles qui doivent être contournées ou renversées. Ce mépris pour les droits démocratiques va de pair avec un système politique qui, dans son ensemble, met de l'avant une politique étrangère et intérieure réactionnaire dans le dos d'une population qui s'oppose à ces politiques.

Le scandale d'espionnage de la CIA trouve ses origines dans une enquête du Sénat sur les opérations de la CIA : les enlèvements («déportations»), les prisons secrètes («sites noirs») et la torture. Cette enquête date de la période qui a suivi le 11 septembre 2001. Il va sans dire que ces opérations de la CIA étaient et demeurent complètement illégales, violant autant la loi américaine que la loi internationale.

Jusqu'à maintenant, sous le slogan de l'administration Obama «Regarder devant et pas derrière», pas un seul individu n'a été poursuivi au criminel ou tenu responsable d'une quelconque façon. Plutôt, l'administration Obama a menacé de poursuivre (et a en fait poursuivi) toute personne de l'agence qui dévoile publiquement les opérations de celle-ci. Le Comité du Sénat sur les renseignements a produit, mais pas divulgué publiquement, un rapport de 6 300 pages qui détaille ces crimes.

La CIA a menti au Comité du Sénat sur les renseignements dans le but de couvrir ses opérations. L'année dernière, en septembre, le directeur de la CIA, John Brennan, sélectionné par le président Obama, a produit une réponse de 122 pages avec comme objectif de réfuter le contenu du rapport du Comité. Cette réponse a été plus tard démasquée comme une fraude lorsque le Comité du Sénat a obtenu un document qui passait en revue les opérations de la CIA et qui avait été préparé pour le prédécesseur de Brennan, Leon Panetta.

Tandis que la CIA a permis au Comité du Sénat sur les renseignements un accès limité à certains documents (elle demandait aux membres du comité de se rendre dans un établissement spécialement conçu dans ce but par la CIA), elle a tenté de cacher le document de Panetta à l'enquête. Le sénateur Mark Udall, un membre du comité, a dit que le document de Panetta «confirmait le rapport du Comité [du Sénat] sur les renseignements» et «entraînait en conflit avec la réponse officielle de la CIA au rapport du comité».

Finalement, après avoir commis ces crimes et après avoir tenté de les dissimuler par le mensonge, la CIA s'est vengée contre les membres du Comité du Sénat sur les renseignements qui ont vu le document de Panetta en espionnant sur eux et en surveillant leurs ordinateurs.

Les révélations d'espionnage par l'exécutif sur le Congrès rappellent le scandale du Watergate de 1972-1974, qui comprenait les tentatives illégales de l'administration Nixon d'espionner et de discréditer ses opposants politiques. Après ce scandale, pas moins de 43 personnes ont été poursuivies, jugées et emprisonnées, tandis que Nixon fut forcé de démissionner avant une destitution par le Congrès quasi certaine.

Quarante années plus tard, l'exposition d'opérations criminelles de la part de l'exécutif a reçu une réponse très différente. Les médias ont été indifférents et l'épisode n'a généré jusqu'à maintenant aucune réponse significative de la part de l'establishment politique.

Le Comité du Sénat sur les renseignements a référé les actions de la CIA au Département de la justice pour une possible poursuite criminelle. La CIA a répondu de façon provocatrice en demandant au Département de la justice de poursuivre plutôt les membres du Sénat pour avoir prétendument obtenu un «accès non autorisé» au matériel «classifié».

Au cours des dernières semaines, l'establishment politique américain a appuyé un coup armé en Ukraine par une coalition de forces d'extrême droite et fascistes, amenant dangereusement le monde au bord d'un conflit nucléaire entre les États-Unis et la Russie. L'un des partis appuyés par les États-Unis, Svoboda, a appelé à l'exécution sommaire de tous les «intellectuels russophones» et de tous les «membres des partis politiques anti-ukrainiens» tout en dénonçant publiquement les Juifs comme des ennemis du peuple ukrainien. Un gouvernement qui forge de telles alliances est parfaitement capable de développer des forces similaires dans son propre pays.

Le «complexe militaro-industriel» contre lequel Eisenhower avait mis en garde en 1961 a massivement augmenté en taille et en puissance. En termes de chiffres, de ressources, de richesse, de réseautage et d'influence, le complexe militaro-industriel-économique-financier du 21^e siècle éclipse tout ce qu'Eisenhower aurait pu imaginer. Le Congrès est servile et impotent devant cela et le président fonctionne largement comme son représentant en relations publiques.

Le niveau sans précédent d'inégalité sociale dans le pays et les conditions sociales explosives qu'elles produisent sont un facteur majeur dans la politique étrangère

toujours plus dangereuse et agressive des États-Unis. Derrière les interventions militaires répétées se trouve la tentative de canaliser l'opposition sociale et politique vers l'extérieur du pays. Au même moment, la montée d'une oligarchie incroyablement riche à un extrême de la société et l'accumulation de la misère et de la pauvreté à l'autre extrême sont incompatibles avec des formes de gouvernement démocratique.

La classe dirigeante américaine est d'abord et avant tout terrifiée devant la possibilité qu'un mouvement se développe dans la classe ouvrière contre le capitalisme. La liste croissante de mesures de type état policier—l'espionnage par la NSA, les assassinats par drone, l'emprisonnement sans procès, les enlèvements—sont dirigés contre l'opposition populaire.

Récemment, le juge de la Cour suprême américaine, Antonin Scalia, a déclaré publiquement à Hawaï que «vous vous trompez si vous pensez» qu'il n'y aura pas d'emprisonnement de masse aux États-Unis semblable à l'emprisonnement des Japonais-Américains pendant la Seconde Guerre mondiale. Des listes «classifiées» d'«ennemis de l'État» ont sans doute déjà été faites. Tandis que les fonctionnaires politiques américains lancent des phrases vides sur la «liberté et la démocratie», leur appui ouvert pour des fascistes en Ukraine indique leur vraie allégeance. La défense des droits démocratiques de base nécessite que le complexe militaire et des renseignements soit démantelé et que tous les dossiers «classifiés» soient divulgués. Dans le but d'accomplir ces tâches nécessaires, une confrontation avec le système capitaliste qui a produit ce complexe ne peut être évitée.

Le système capitaliste mondial en crise a généré des niveaux d'inégalités sociales intenablement mondialement et particulièrement aux États-Unis. Les inégalités sociales génèrent l'effondrement de la démocratie et le tournant vers un État policier, ainsi que l'expansion provocatrice et sanglante du militarisme américain à l'étranger.

Tom Carter

Copyright © 2014 Global Research